Ordonnance portant adaptation d'ordonnances au code de procédure civile

du

Le Conseil fédéral suisse,
vu l'art. 182, al. 2, de la Constitution¹,
arrête:

I.

L'ordonnance du 7 mars 2003 fixant la valeur litigieuse déterminante dans les procédures en matière de protection des consommateurs et de concurrence déloyale² est abrogée.

II.

Les ordonnances mentionnées ci-après sont modifiées comme suit:

1. Ordonnance du 17 novembre 1999 sur l'organisation du Département fédéral de justice et police³

Art. 7, al. 12 (nouveau) et 13 (nouveau)

¹² Il prépare les formulaires pour les actes du tribunal et des parties conformément au code de procédure civile du 19 décembre 2008 (CPC)⁴.

¹³ Il a la compétence d'approuver les projets pilotes des cantons prévus à l'art. 401 CPC.

1 RS 101
2 RO 2003 552
3 RS 172.213.1
4 RS 272

2. Ordonnance du 28 avril 2004 sur l'état civil⁵

Art. 30, al. 2

Abrogé

3. Ordonnance du 14 novembre 1911 sur la procédure en matière de garantie dans le commerce du bétail⁶

Art. 9, al. 1

¹ Ne peuvent être appelés à fonctionner comme experts, ceux qui se trouvent dans l'un des cas prévus par le code de procédure civile du 19 décembre 2008 (CPC)⁷ en matière de récusation des juges ou qui ont soigné l'animal immédiatement avant ou après la conclusion du contrat de vente.

Art. 15

Le CPC⁸ est applicable à l'action en garantie prévue aux art. 2 et 3.

4. Ordonnance du 9 mai 1990 sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux⁹

Art. 21, titre et al. 1

Tâches des autorités de conciliation (art. 201 et 208 CPC)

¹ Au cours de la procédure de conciliation au sens du code de procédure civile du 19 décembre 2008¹⁰, l'autorité de conciliation doit s'efforcer d'amener les parties à un accord sur l'ensemble des questions réglées dans le bail (montant du loyer, durée du contrat, congé, etc.). L'accord doit être consigné par écrit et remis à chaque partie.

Art. 22, titre

Composition des autorités de conciliation et frais y relatifs (art. 200, al. 1, et 113, al. 2, let. c, CPC¹¹)

5 RS 211.112.2
6 RS 221.211.22
7 RS 272
8 RS 272
9 RS 221.213.11
10 RS 272
11 RS 272

5. Ordonnance du 23 septembre 1996 sur les émoluments perçus en application de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite¹²

Art. 48, phrase introductive

Sous réserve d'autres dispositions de la présente ordonnance, l'émolument pour les décisions judiciaires rendues dans une procédure sommaire en matière de poursuite (art. 251 du code de procédure civile du 19 décembre 2008 [CPC]¹³) est fonction de la valeur litigieuse:

...

Art. 50

Abrogé

Art. 61, al. 1

¹ La juridiction supérieure à laquelle sont déférées les décisions rendues dans une procédure sommaire en matière de poursuite (art. 251 CPC¹⁴) peut prélever un émolument n'excédant pas une fois et demie l'émolument que peut prélever l'autorité de première instance.

Art. 62, al. 1

¹ Dans les procédures sommaires en matière de poursuite (art. 251 CPC¹⁵), le juge peut, sur demande de la partie qui obtient gain de cause, condamner la partie qui succombe au paiement d'une indemnité équitable à titre de dépens; il en fixe le montant dans le jugement.

6. Ordonnance du Tribunal fédéral du 20 décembre 1937 sur la faillite de la société coopérative¹⁶

Art. 14, al. 4

⁴ La preuve peut être administrée par tous les moyens prévus par le code de procédure civile du 19 décembre 2008¹⁷.

III

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

¹² RS 281.35

¹³ RS 272

¹⁴ RS 272

¹⁵ RS 272

¹⁶ RS 281.52

¹⁷ RS 272

....

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération, Hans-Rudolf Merz
La chancelière de la Confédération, Corina Casanova